

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES Cedex

EVRY-COURCOURONNES, le 08/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REVIVAL

ZI 4 - BP 8
rue du Président Lecuyer
59880 Saint-Saulve

Références : D2024- *1114*
Code AIOT : 0006509538

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2024 dans l'établissement REVIVAL implanté 37 et 43 quai de l'Industrie 91200 ATHIS-MONS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 7 novembre 2024 a été réalisée afin de vérifier les conditions d'exploitation du site suite aux éléments transmis dans le porter à connaissance du 30 mars 2022. L'inspection devait aussi permettre de recueillir des informations concernant la présence d'un remblai le long de la limite ouest du site.

L'inspection des installations classées précise que les suites de l'inspection du 22 octobre 2021 et du 13 octobre 2023 n'ont pas fait l'objet d'un suivi lors de l'inspection du 7 novembre 2024. Une nouvelle inspection à venir permettra de traiter ces points.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL
- 37 et 43 quai de l'Industrie 91200 ATHIS-MONS
- Code AIOT : 0006509538
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REVIVAL exploite notamment :

- une installation de transit, regroupement et tri de déchets métalliques ;
- une installation de stockage, dépollution, démontage, découpage et broyage de véhicule hors d'usage (VHU) ;
- une installation de broyage de métaux.

La capacité de broyage du broyeur ferraille est d'environ 100 tonnes/heure, soit 10 000 tonnes/mois. Le tonnage global de déchets traités est de 90 000 tonnes pour l'année 2020, dont 40 % de VHU.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conformité au PAC du 30/03/2022 : bâtiment de stockage des RB	Lettre du 30/03/2022	Demande d'action corrective	/
3	Signalement remblai	Lettre du 04/06/2024	Demande d'action corrective	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité au PAC du 30/03/2022 : gestion des eaux pluviales	Lettre du 30/03/2022	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 7 novembre 2024 a permis de constater que les conditions d'exploitation ne sont pas conformes aux dispositions annoncées dans le dossier de porter à connaissance du 30 mars 2022.

Notamment, le bâtiment de stockage des résidus de broyage ne comporte pas d'ouverture en pied de voiles.

Par ailleurs, la présence d'un remblai a été constatée au niveau de la limite ouest du site.

Ces éléments sont transmis au Service Politiques et Police de l'Eau (SPPE) de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) pour attribution.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité au PAC du 30/03/2022 : gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Lettre du 30/03/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
Prescription contrôlée : <p>Le porter à connaissance du 30/03/2022 indique que :</p> <p>« La société REVIVAL projette [...] la modification des modalités de gestion des eaux de la plateforme :</p> <ul style="list-style-type: none">– implantation d'une station de traitement physico chimique ;– création d'un bassin pour le tamponnement des eaux pluviales et le confinement des eaux d'extinction. » (page 10) <p>« À ce jour, le site dispose de 2 réseaux de récupération des eaux pluviales distincts :</p> <ul style="list-style-type: none">– le premier récupère les eaux pluviales de la partie « broyeur » ;– le second récupère les eaux pluviales de la partie « Alu », au Nord du site. <p>[...]</p> <p>Le projet prévoit de connecter ces 2 réseaux en organisant le refoulement des eaux pluviales issues de la zone « alu » en direction du réseau de la zone « broyeur » de façon à concentrer l'ensemble des eaux pluviales en un seul point de rejet.</p> <p>Un bassin (cf. § 2.2) et une station de traitement physico chimique (cf. § 2.3) seront également construits en amont de l'unique point de rejet de façon à pouvoir assurer la gestion des eaux pluviales ou d'incendie de l'ensemble de la plateforme. »</p> <p>[...]</p> <p>Ce bassin est dimensionné de façon à assurer :</p> <ul style="list-style-type: none">– le tamponnement des eaux pluviales pour la gestion d'un évènement pluvial intense ;– le confinement des eaux d'extinction d'incendie. <p>Afin de jouer ce double rôle en toutes circonstances, le bassin comportera 2 compartiments présentant un volume respectif de 1 765 m³ et 1 070 m³, soit un volume utile total de 2 835 m³. (page 14)</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection du 7 novembre 2024, l'exploitant a déclaré que les travaux de modification de gestion des eaux pluviales ont été réalisés conformément au porter à connaissance du 30 mars 2022.</p> <p>Notamment, l'exploitant a confirmé les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• une station de traitement physico-chimique a été construite et permet le traitement des eaux pluviales avant rejet en Seine, utilisant notamment un dégrillage et une sédimentation après ajout de coagulant/floculant ;• un bassin de rétention d'un volume total de 2835 m³ a été créé pour le tamponnement des eaux pluviales et la rétention des eaux d'extinction en cas de sinistre. L'exploitant a précisé que même si le volume du bassin est conforme au volume annoncé dans le porter à connaissance du 30/03/22, la forme du bassin a été modifiée ;• les eaux pluviales collectées sur la zone « broyeur alu » sont refoulées en direction du réseau de la zone "broyeur" de façon à concentrer l'ensemble des eaux pluviales en un seul point de rejet. Le point de rejet en Seine au niveau de la zone du broyeur alu est supprimé.

Lors de l'inspection du 7 novembre 2024, l'inspection des installations classées a pu constater la présence de ces équipements (bassin de rétention et station de traitement physico-chimique).

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté que le coffret de commande des vannes d'isolement est accessible et comporte les indications nécessaires à l'isolement du site. Quatre vannes motorisées sont utilisées. Un tableau de synthèse présent sur le pupitre de commande indique le positionnement de chacune de ces vannes pour les modes de fonctionnement suivants: fonctionnement normal / en cas d'incendie / après incendie, confinement des eaux.

Les dispositions mises en place par l'exploitant pour la gestion des eaux pluviales sont conformes aux éléments présentés par l'exploitant dans le porter à connaissance du 30 mars 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conformité au PAC du 30/03/2022 : bâtiment de stockage des RB

Référence réglementaire : Lettre du 30/03/2022

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Le porter à connaissance du 30/03/2022 mentionne :

« Le bâtiment en projet permettra de stocker tous les RB sous abri, ce qui limite le volume de déchets exposés au lessivage. ;

Des portes sectionnelles de grande dimension permettront aux poids-lourds de rentrer à l'intérieur du bâtiment de telle sorte que les opérations de chargement se déroulent en intérieur, de façon à réduire significativement les émissions de poussières et de bruit se produisant lors de ces opérations. » (page 20)

« Le nouveau bâtiment RB sera en outre conçu de façon à laisser entrer et circuler l'eau de façon à maintenir le champ d'expansion des crues. » (page 28)

« Bien que les risques d'incendie des RB soient faibles, les dommages causés sur le bâti en cas d'incendie pourraient être importants. C'est pourquoi le futur bâtiment RB en projet sera équipé :

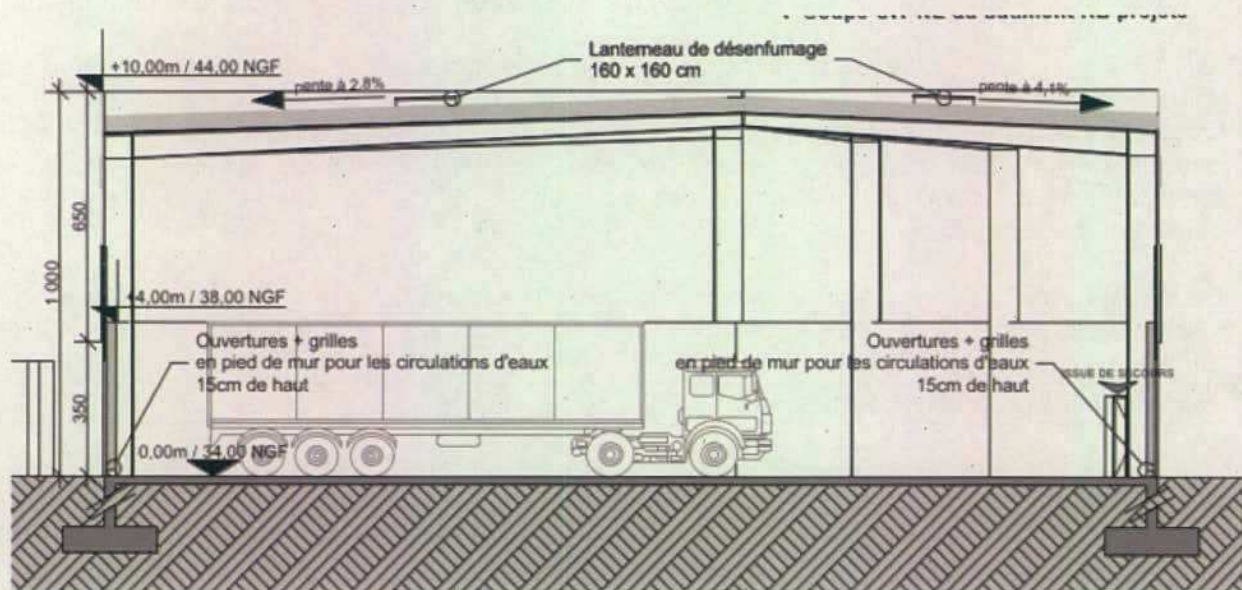
- d'un système de détection automatique par caméra thermique ;
- d'un système d'extinction automatique (asservi à la caméra thermique), par réseau sprinklage ou déluge (consultations en cours) ;
- d'un système de désenfumage composé de 8 lanterneaux de 160 cm x 160 cm. » (page 44)

« Le bâtiment ne sera pas isolé ce qui laissera l'eau circuler. L'eau pourra s'écouler :

- via un réseau de collecte interne des eaux utilisées dans le cadre de l'entretien des outils d'exploitation et relié au réseau de récupération des EP du site ;
- par des ouvertures en pied des voiles. Ces ouvertures permettront donc de laisser l'eau s'écouler à des vitesses et débits satisfaisants.

Cette conception du bâtiment permet de ne pas soustraire de volume à la crue, et ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux. » (page 45)

Figure 9 page 21 du PAC du 30/03/2022 mentionnant les ouvertures + grilles en pied de mur :



Constats :

Lors de l'inspection du 7 novembre 2024, l'exploitant a déclaré que le bâtiment de stockage des résidus de broyage a été construit.

Notamment, l'exploitant a confirmé les points suivants :

- la construction du bâtiment s'est terminée en décembre 2023. Il a été utilisé dès la fin des travaux ;
- la réalisation des opérations de stockage et de chargement/déchargement des résidus de broyage à l'intérieur d'un bâtiment permet de réduire les envols de poussières et les nuisances sonores ;
- le bâtiment construit ne correspond pas aux plans transmis dans le dossier de porter à connaissance du 30 mars 2022. L'exploitant a précisé que le permis de construire initial a été refusé par la mairie d'ATHIS MONS, ce qui a contraint l'exploitant à déposer une deuxième version du permis de construire, laquelle n'était plus cohérente avec le dossier de porter à connaissance transmis à la DRIEAT. Notamment, le bâtiment construit ne comporte pas d'ouverture en pied des voiles (parois verticales) ;
- toutefois, le bâtiment est bien équipé d'une détection incendie par caméra thermique, d'un système d'extinction automatique par sprinklage asservi à la caméra thermique, et d'un système de désenfumage composé de lanterneaux ;
- l'exploitant a précisé que le réseau de sprinklage peut être actionné manuellement par une vanne présente à l'intérieur du bâtiment ;
- le nouveau bâtiment a été construit en lieu et place d'un bâtiment existant.

L'inspection des installations classées a constaté les éléments suivants :

- des portes sectionnelles de grande dimension permettent aux poids lourds de rentrer à l'intérieur du bâtiment ;
- un système de détection par caméra thermique est présent ;
- un système d'extinction automatique par sprinklage est présent dans le bâtiment ;

- des lanterneaux de désenfumage sont installés en toiture. Toutefois, l'inspection des installations classées n'a pas estimé la surface de désenfumage disponible ;
- le bâtiment ne comporte pas d'ouverture en pied de voiles. Seule l'ouverture des portes sectionnelles est prévue pour assurer l'écoulement de l'eau en cas de crue. Le bâtiment est également pourvu de portes piétons sur 2 des façades. L'inspection des installations classées s'interroge sur la conformité des vitesses et des débits d'écoulement face à la crue.

Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection des installations classées transmet les informations requises au Service Politiques et Police de l'Eau (SPPE) de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) pour attribution.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 3 : Signalement remblai

Référence réglementaire : Lettre du 04/06/2024

Thème(s) : Autre, Plans de préventions des risques inondation (PPRI)

Prescription contrôlée :

Par courriel du 4 juin 2024, le service nature et paysage (SNP) de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) a signalé à l'inspection des installations classées la présence d'un remblai en cours de réalisation le long du site exploité par la société REVIVAL, à priori sans que l'autorisation requise au titre de la Loi sur l'eau n'ait été déposée.

Constats :

Lors de l'inspection du 7 novembre 2024, l'exploitant a déclaré les éléments suivants :

- le merlon visible à l'ouest du site est constitué des terres excavées lors de la réalisation du bassin de confinement des eaux pluviales ;
- un merlon « historique » était présent à la limite ouest du site, en proximité de la ligne RER. Les terres excavées ont été utilisées pour surélever le merlon existant ;
- la mairie d'ATHIS MONS a sollicité l'exploitant au sujet des nuisances sonores émises par les activités du site REVIVAL. L'exploitant indique que la modification du merlon existant aurait permis de diminuer les nuisances sonores de l'installation.

L'inspection des installations classées a constaté la présence de ce merlon. Compte tenu de l'aspect de la végétation, il est possible de discerner les zones qui ont été modifiées par les terres supplémentaires apportées lors de la construction du bassin de rétention. Toutefois, compte tenu du fait que les terres ont été utilisées pour la surélévation d'un merlon existant, il est difficile de définir à ce stade la surface à prendre en compte pour cette modification.

L'inspection des installations classées relève que ces travaux constituent un remblai dans le lit majeur d'un cours d'eau, celui-ci étant défini dans la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) comme étant la zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure. Ces travaux sont donc concernés par la rubrique 3.2.2.0 de la nomenclature Loi sur l'eau.

Compte tenu des éléments développés ci-dessus, il n'est pas possible de déterminer le régime administratif applicable (déclaration ou autorisation). Pour information, les seuils dans cette rubrique sont les suivants :

3.2.2.0 Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau :

1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m² (A)

2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m² et inférieure à 10 000 m² (D)

L'inspection des installations classées transmet ces informations au Service Politiques et Police de l'Eau (SPPE) de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) pour attribution.

Des actions correctives sont attendues de la part de l'exploitant, qui devra :

- soit régulariser la situation en déposant un dossier de déclaration ou d'autorisation auprès du service SPPE de la DRIEAT ;
- soit évacuer les terres et remettre le merlon à son état précédent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective